



## Rencontre avec Mathieu Lefèvre : la FNPF à l'offensive pour défendre le loisir pêche, les milieux aquatiques et la biodiversité

La Fédération Nationale de la Pêche en France (FNPF) a été reçue ce lundi 2 février par Mathieu Lefèvre, ministre délégué chargé de la Transition écologique. Cette rencontre a permis d'aborder des dossiers prioritaires pour l'avenir des milieux aquatiques et de la pêche de loisir.

Monsieur Claude Roustan, président de la FNPF, accompagné de Jean-Paul Doron, 1er vice-président, et de Hamid Oumoussa, directeur général, ont appuyé des positions fortes auprès du ministre sur de nombreux sujets dont la politique de l'eau, le plan anguilles, le silure et le cormoran.

### Anguille : non au moratoire sur la pêche de loisir !

Face à l'effondrement des populations d'anguilles, la FNPF appelle à un plan global incluant la lutte renforcée contre le braconnage, la restauration de la continuité écologique des cours d'eau portée au plus haut niveau de l'État, un moratoire sur la pêche de la civelle, et un plan de sortie de flotte ambitieux pour accompagner dignement les pêcheurs professionnels.

Elle refuse toutefois fermement que la pêche de loisir supporte seule des sacrifices qui, de surcroît, ne sauveront pas l'espèce.

***« Sur le dossier anguille actuellement en discussion, j'ai fait savoir à Monsieur Lefèvre qu'il ne devait pas être le premier ministre à porter un coup fatal à notre activité sans exiger au préalable des efforts réels et partagés par tous. »***

**Claude Roustan**, président de la FNPF

### Silure : pour un classement dûment justifié et territorialisé

La FNPF a salué les avancées récentes du ministère concernant un éventuel classement du silure et plaidé pour une **approche pragmatique, respectueuse de la biodiversité et de l'intérêt des pêcheurs**.

### Cormoran : pour une régulation efficace

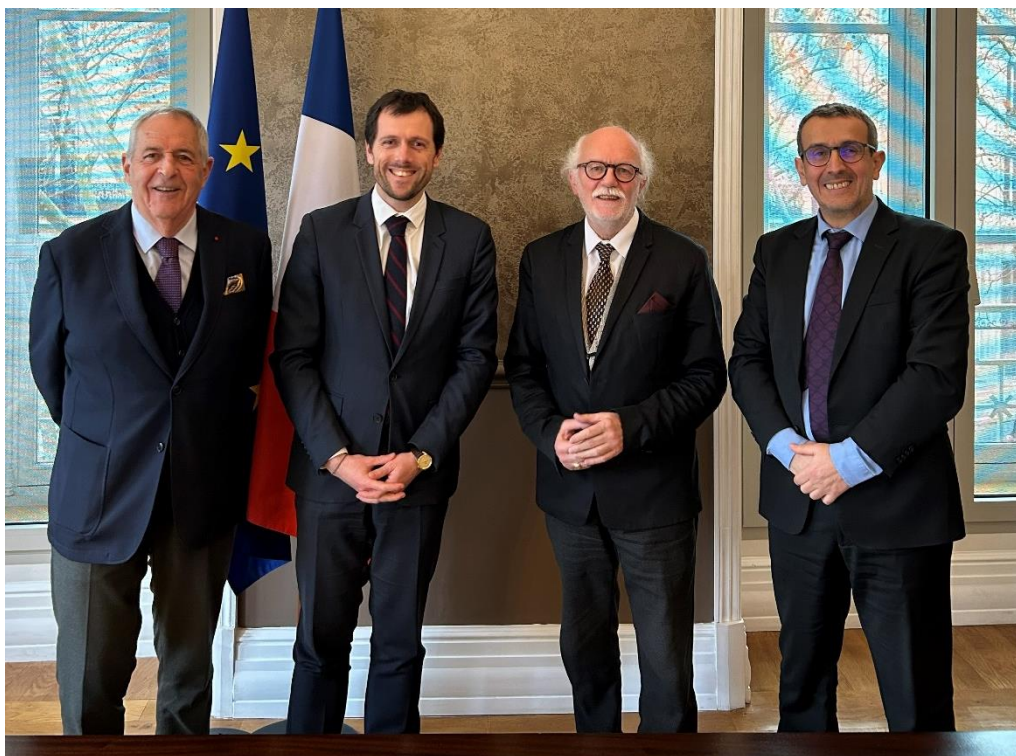
Sur la question du grand cormoran, le président de la FNPF a demandé que les Directions départementales des Territoires (DDT) adoptent une **posture plus proactive dans l'élaboration des arrêtés préfectoraux autorisant les tirs de régulation**. L'objectif : assurer une protection réelle et efficace des populations de poissons, dont l'anguille en premier lieu.



## Loi d'urgence agricole : une vigilance absolue sur la politique de l'eau et les normes environnementales

Enfin, Claude Roustan a réaffirmé les inquiétudes exprimées dans son [courrier au Premier ministre du 20 janvier dernier concernant la loi d'urgence agricole](#), notamment sur les dispositions facilitant le stockage de l'eau.

**Le monde de la pêche associative refuse tout nouvel assouplissement des normes environnementales.** Ces réglementations ne sont pas des contraintes administratives. Elles sont indispensables à la santé publique, à la sécurité civile, à l'eau potable et à la préservation du vivant.



De gauche à droite : Claude Roustan, président de la FNPF, Mathieu Lefèvre, ministre délégué chargé de la Transition écologique, Jean-Paul Doron, vice-président de la FNPF, et Hamid Oumoussa, directeur général de la FNPF.

---

Depuis 2007, la Fédération Nationale de la pêche en France, avec ses 3 500 associations réparties sur l'ensemble du territoire français, organise la pêche de loisir et partage la passion et la philosophie d'une activité connectée à la nature. Premiers lanceurs d'alerte en cas d'atteintes aux milieux aquatiques, les 1,5 million de pêcheurs, 40 000 bénévoles et 1 000 salariés représentent un formidable réseau de connaissance et de surveillance pour protéger ces milieux fragiles. Par leurs actions quotidiennes dans tous les territoires, la FNPF, les fédérations départementales et les associations locales luttent ainsi contre les pressions qui s'exercent sur la biodiversité et les milieux aquatiques. Ils sont les yeux et la voix des poissons et des 500 000 km de cours d'eau en France. Alerte aux pollutions, lutte contre la sécheresse, nettoyage des berges, lutte contre les espèces envahissantes, cartographie des cours d'eau... Quand on pêche, on protège.

---